STEAZ
L'INFO QUOTIDIENNE QUI FAIT SENS. DAILY NEWS

AFRIQUE • CAPITAUX

DANGOTE REFINERY : L'AFRIQUE A DES CAPITAUX, MAIS PAS ENCORE UN MARCHÉ FINANCIER INTÉGRÉ

Pourquoi l'offre de 1,6 milliard $ révèle les limites de l'intégration financière africaine.

L'introduction en Bourse de Dangote Refinery révèle un paradoxe africain : l'intérêt des investisseurs existe, mais les frontières réglementaires empêchent encore le capital de circuler facilement à l'échelle du continent.



Illustration générée par IA - Scène non documentaire



AFRIQUE

Zambie : un programme du FMI de 1,5 milliard de dollars, mais l'approbation reste à venir P. 4



CAMEROUN

SOCADEL : un plan d'urgence de 107 milliards de FCFA, mais le financement n'est pas encore établi P. 7

AFRIQUE — INVESTISSEMENT STRATÉGIQUE	La DFC américaine veut accroître ses investissements en capital en Afrique	P. 5
AFRIQUE — BUDGETS PUBLICS	Les intérêts de la dette absorbent 15,7 % des recettes publiques en Afrique subsaharienne	P. 6
CAMEROUN — FILIÈRES AGRICOLES	Cacao et café : Yaoundé explore un guichet de financement dédié	P. 8
MONDE — FINANCEMENT	Le capital devient plus sélectif : l'Afrique doit prouver la valeur de ses projets	P. 9
CAMEROUN — INFRASTRUCTURES	Port de Douala : la fluidité logistique reste à prouver	P. 10
MONDE — MARCHÉS	Le capital mondial reste exigeant face aux projets africains	P. 11

L'ÉDITORIAL

Transformer le financement en capacité productive

Capital, dette et infrastructures : le défi africain n'est pas seulement de mobiliser des ressources, mais de les convertir en résultats concrets, mesurables et durables.



Par Désiré ODODI
Directeur de publication

L'entrée de Dangote Refinery en Bourse rappelle une vérité essentielle : l'Afrique dispose de capitaux et d'un appétit réel pour des actifs productifs de grande échelle. Des investisseurs africains se positionnent, des marchés domestiques montrent de la profondeur et des projets industriels attirent l'épargne. Mais cette dynamique reste freinée par des frontières réglementaires, des marchés financiers fragmentés et une intégration régionale encore insuffisante. Le continent peut financer son développement, à condition de lever les barrières qui empêchent aujourd'hui le capital de circuler librement d'un pays à l'autre.

L'exemple zambien, avec un programme du FMI de 1,5 milliard de dollars, illustre une autre réalité : un accord technique, même crédible, n'est pas un décaissement. Entre l'approbation et l'arrivée effective des fonds, il y a des conditions à remplir, des réformes à mettre en œuvre et une discipline budgétaire à démontrer. L'annonce ouvre une porte, mais c'est

Le capital existe, l'intégration manque

Dangote Refinery montre que l'épargne africaine peut financer des infrastructures stratégiques et des projets industriels compétitifs. Le succès de l'opération témoigne de la confiance des investisseurs dans les fondamentaux du continent. Pourtant, ces capitaux circulent encore difficilement à l'échelle régionale, en raison de règles nationales divergentes, de marchés de capitaux peu connectés et de coûts de transaction élevés. L'Afrique a des capitaux, mais pas encore un véritable marché financier intégré capable de les orienter massivement vers ses priorités communes.

L'annonce n'est pas le résultat

Le cas de la Zambie rappelle que les engagements internationaux, aussi importants soient-ils, ne se traduisent pas automatiquement en ressources disponibles. Un programme du FMI crée un cadre, il renforce la crédibilité et il peut catalyser d'autres financements, mais il reste conditionné à des réformes, à une meilleure gestion des finances publiques et à des garanties de soutenabilité.

De la même manière, les annonces autour du plan d'urgence de 107 milliards de FCFA de la SOCADEL au Cameroun, ou du guichet de financement pour les filières cacao et café, sont des signaux positifs. Elles répondent à des besoins réels : sécuriser l'approvisionnement en électricité, soutenir des filières exportatrices, créer de la valeur locale. Mais ces annonces ne produiront leurs effets que si elles sont suivies de financements effectifs, de contrats clairs et d'une mise en œuvre rigoureuse.

La vraie question : l'exécution

Le nouveau contexte du capital est plus exigeant. Les investisseurs, qu'ils soient africains ou internationaux, ne se contentent plus d'intentions. Ils veulent des projets solides, une gouvernance crédible, des règles stables, de la transparence et une capacité d'exécution démontrée. Les critères environnementaux, sociaux et de bonne gouvernance comptent davantage. Les coûts de transaction restent élevés lorsque la prévisibilité réglementaire fait défaut.

Par ailleurs, le fardeau des intérêts de la dette continue d'absorber une part importante des recettes publiques dans de nombreux pays africains, réduisant la marge de manœuvre pour investir dans les infrastructures, l'éducation, la santé et les services essentiels. Sans une meilleure gestion de la dette et une mobilisation accrue de capitaux concessionnels et privés, le risque est de voir le continent enfermé dans un cycle d'annonces sans transformation réelle.

Notre lecture

Les sujets de ce numéro dessinent une même ligne de force : l'Afrique n'a pas un problème de manque de capitaux, mais un défi de conversion de ces capitaux en résultats concrets. Il faut passer de l'annonce à l'exécution, du financement à la production, du potentiel à l'impact. Cela suppose des institutions plus fortes, des projets mieux préparés, une gouvernance plus transparente et une intégration financière réelle.
Le continent n'a pas seulement besoin de financement. Il a besoin d'institutions, de preuves et de projets capables de transformer le capital en capacité productive.

AFRIQUE / CAPITAUX

DANGOTE REFINERY : L'AFRIQUE A DES CAPITAUX, MAIS PAS ENCORE UN MARCHÉ FINANCIER INTÉGRÉ

L'offre révèle un paradoxe : les investisseurs africains peuvent vouloir financer les actifs du continent sans pouvoir y accéder simplement.



Illustration originale générée par IA • Scène non documentaire

LE FAIT

Reuters rapporte le 9 octobre que l'offre de vente d'actions de Dangote Refinery, évaluée à environ 1,6 milliard de dollars, n'était enregistrée comme offre publique qu'au Nigeria. Les investisseurs d'autres pays africains peuvent se heurter à des réglementations fragmentées et à un accès limité aux intermédiaires.

L'opération vise notamment à financer une augmentation de capacité de 700 000 à 1,4 million de barils par jour. L'intérêt exprimé par des investisseurs africains et internationaux ne prouve pas une souscription finale.

CE QUE CELA SIGNIFIE

Le sujet dépasse l'entreprise : l'Afrique dispose d'épargne, de banques et d'investisseurs institutionnels, mais ses marchés de capitaux restent fragmentés.

Les règles d'offre publique, la conservation des titres, la fiscalité, le change et le règlement-livraison compliquent l'accès transfrontalier.

Une intégration financière réelle suppose des règles compatibles, des infrastructures fiables et une bonne protection des investisseurs.

CE QUI N'EST PAS ENCORE DÉMONTRÉ

Le montant annoncé de 1,6 milliard de dollars ne prouve ni le succès final de l'offre ni une large participation continentale. Le niveau réel de souscription, la répartition géographique des investisseurs et la liquidité du titre sur le marché secondaire restent à établir.

CE QU'IL FAUT SURVEILLER

- Les souscriptions finales et leur montant global.
- La répartition géographique des investisseurs (Afrique et reste du monde).
- Le prix de l'offre et sa valorisation finale.
- La liquidité secondaire du titre après l'introduction.
- Les coûts de transaction et les conditions d'accès pour les investisseurs africains non résidents au Nigeria.
- Les évolutions réglementaires facilitant l'accès transfrontalier.

Sources : Reuters, 9 octobre 2026.

REPÈRE — MARCHÉS DE CAPITAUX AFRICAINS : pourquoi l'accès transfrontalier compte

Un continent peut disposer d'une épargne abondante sans pour autant avoir un marché financier véritablement intégré. L'Afrique compte des banques solides, des fonds de pension, des assureurs et une épargne privée croissante, mais ces capitaux restent souvent cantonnés à des marchés nationaux du fait de règles, d'infrastructures et de procédures différentes.

L'accès transfrontalier, la conservation des titres, l'harmonisation des règles, le règlement-livraison, la transparence de l'information et la protection des investisseurs sont essentiels pour permettre au capital africain de financer plus facilement les actifs productifs du continent, comme les infrastructures, l'énergie ou l'industrie.

- **À suivre :** harmonisation des règles, coûts d'accès, interconnexion des places financières.

AFRIQUE / DETTE

ZAMBIE : UN PROGRAMME DU FMI DE 1,5 MILLIARD DE DOLLARS, MAIS L'APPROBATION RESTE À VENIR

L'accord technique est une étape, pas un décaissement ni la preuve que la crise de la dette est terminée.



Le drapeau de la Zambie devant le siège du Fonds monétaire international (FMI) à Washington, D.C.

LE FAIT

Le 9 octobre, le Fonds monétaire international (FMI) a annoncé un accord au niveau des services pour un nouveau programme au titre de la facilité élargie de crédit d'environ 1,5 milliard de dollars en faveur de la Zambie.

L'approbation par le Conseil d'administration du FMI est attendue autour de décembre 2026. Les décaissements seraient étalés sur trois ans en sept tranches, la première représentant environ 15 % du montant total, après la réalisation des étapes préalables requises.

Le précédent programme de 1,7 milliard de dollars est arrivé à expiration en janvier 2026.

Selon le FMI, la croissance de l'économie zambienne devrait atteindre 5,6 % en 2026, portée par l'agriculture, l'exploitation minière et les exportations, même si des pressions budgétaires demeurent.

CE QUE CELA SIGNIFIE

L'accord au niveau des services montre que les discussions avancent et qu'un cadre de politiques économiques est jugé globalement satisfaisant par les équipes du FMI.
Il ouvre la voie à un soutien financier qui pourrait aider à stabiliser l'économie, soutenir les réformes et renforcer la confiance, sous réserve de l'approbation du Conseil d'administration.

CE QUI N'EST PAS ENCORE DÉMONTRÉ

L'accord au niveau des services n'est pas encore une approbation formelle du Conseil d'administration et ne constitue pas un décaissement de fonds.

Il ne signifie pas non plus que la crise de la dette est terminée. La restructuration de la dette, la mobilisation des recettes et la bonne exécution du budget restent des conditions essentielles pour rétablir durablement la viabilité de la dette.

Les projections de croissance, notamment 5,6 % en 2026, sont des prévisions et non des résultats acquis. Elles dépendent de la mise en œuvre des réformes, de l'évolution des cours des matières premières et de la conjoncture internationale.

CE QU'IL FAUT SURVEILLER

- La décision du Conseil d'administration du FMI, attendue autour de décembre 2026.
- Le calendrier des décaissements, notamment la première tranche d'environ 15 %.
- L'avancement de la restructuration de la dette avec les créanciers.
- L'évolution des recettes issues du secteur minier.
- L'exécution du budget et le respect des engagements de réformes.
- Le coût du financement et les conditions d'accès aux marchés internationaux.

Sources : Reuters, 9 octobre 2026.

REPÈRE — LA ZAMBIE FACE AU DÉFI D'UNE DETTE SOUTENABLE

La Zambie fait partie des pays africains les plus touchés par la hausse de l'endettement depuis la pandémie et la baisse des cours du cuivre. Le nouveau programme avec le FMI vise à restaurer la stabilité macroéconomique, renforcer les finances publiques et soutenir une croissance plus inclusive.

Le succès du programme dépendra de la capacité des autorités à accroître les recettes, à maîtriser les dépenses et à poursuivre la restructuration de la dette avec l'ensemble de leurs créanciers, dans un contexte international encore incertain.

Le FMI souligne l'importance de poursuivre les réformes structurelles, notamment dans la gouvernance, la gestion des finances publiques et le climat des affaires, pour soutenir une croissance durable et réduire la vulnérabilité aux chocs extérieurs.

Une mise en œuvre rigoureuse sera essentielle pour que ce programme contribue réellement à la viabilité de la dette et au financement durable du développement du pays.

AFRIQUE / INVESTISSEMENT STRATÉGIQUE

LA DFC AMÉRICAINE VEUT ACCROÎTRE SES INVESTISSEMENTS EN CAPITAL EN AFRIQUE

La compétition autour des minéraux critiques peut apporter du financement ; la question africaine est celle de la valeur ajoutée retenue sur le continent.



Mine de minéraux critiques en Afrique subsaharienne — Illustration générée par IA - Scène non documentaire

LE FAIT

Reuters rapporte le 9 octobre que la U.S. International Development Finance Corporation (DFC) veut accroître ses investissements directs en capital, notamment en Afrique et dans les minéraux critiques.

Le portefeuille africain de la DFC dépasse 14 milliards de dollars, dont plus de 3 milliards liés aux minéraux critiques. La DFC a également annoncé un engagement pouvant aller jusqu'à 155 millions de dollars en prise de participation dans WIOCC, un fournisseur africain d'infrastructures numériques.

Ces prises de participation coexistent avec d'autres instruments, notamment des prêts, des garanties et des assurances contre les risques politiques.

CE QUE CELA SIGNIFIE

Une prise de participation en capital n'a pas le même profil de risque qu'un prêt : l'investisseur partage les risques et les rendements à long terme.

Pour les pays africains, l'enjeu est de négocier une réelle valeur ajoutée locale : transformation locale des minerais, création d'emplois qualifiés, recours aux fournisseurs locaux, transfert de compétences et retombées fiscales significatives.

CE QUI N'EST PAS ENCORE DÉMONTRÉ

Les engagements annoncés ne sont pas des décaissements effectifs. Le montant effectivement déboursé dépend de la finalisation des contrats, des conditions de financement et de l'exécution des projets.

Les bénéfices locaux — transformation, emplois, fournisseurs, transfert de compétences et recettes fiscales — dépendront des clauses contractuelles et de la mise en œuvre sur le terrain.

CE QU'IL FAUT SURVEILLER

- Le montant de capital effectivement décaissé sur les projets africains.
- Le niveau de transformation locale des minerais et des autres ressources.
- Le nombre et la qualité des emplois qualifiés créés.
- Le recours aux fournisseurs et entreprises locales.
- Le transfert effectif de compétences et de technologies.
- Les impacts environnementaux et la gestion des risques sociaux liés aux projets.

Sources : Reuters, 9 octobre 2026.

STEAZ DAILY NEWS
N°61 / ven. / 09 / 10 / 2026 • L'info quotidienne qui fait sens. • 0 €

AFRIQUE / BUDGETS PUBLICS

LES INTÉRÊTS DE LA DETTE ABSORBENT 15,7 % DES RECETTES PUBLIQUES EN AFRIQUE SUBSAHARIENNE

Le coût de la dette réduit l'espace disponible pour les infrastructures et les services publics, même quand les États continuent d'honorer leurs obligations.



Illustration originale générée par IA · Scène non documentaire

LE FAIT

Le Financial Times rapporte que les paiements nets d'intérêts atteignent 15,7 % des recettes publiques en Afrique subsaharienne, soit plus du double de la moyenne des pays en développement (hors Chine).

Des rendements obligataires mondiaux élevés et la réduction de l'aide extérieure compliquent le financement des États africains, même lorsqu'ils continuent d'honorer leurs obligations.

Cette situation renforce l'attention portée aux notations souveraines, aux restructurations et aux mécanismes de refinancement.

CE QUE CELA SIGNIFIE

Le ratio intérêts sur recettes montre une pression budgétaire immédiate. Le coût de la dette réduit l'espace disponible pour les infrastructures, l'énergie, les routes, la santé, l'éducation et l'entretien des infrastructures.

La réponse passe aussi par un meilleur recouvrement des impôts, une gestion plus appropriée des maturités, une réduction du risque de change et des investissements plus productifs.

CE QUI N'EST PAS ENCORE DÉMONTRÉ

Le chiffre de 15,7 % correspond à une moyenne régionale pour l'Afrique subsaharienne. La situation n'est pas la même dans tous les pays : certains sont plus exposés que d'autres, selon leur niveau de dette, leur structure de financement et la solidité de leurs recettes.

Les paiements d'intérêts ne sont pas équivalents au remboursement total de la dette. Ils ne couvrent que le coût du service de la dette (intérêts), et non l'amortissement du principal.

CE QU'IL FAUT SURVEILLER

- Les ratios intérêts sur recettes par pays.
- Le niveau des coûts d'emprunt sur les marchés internationaux.
- L'évolution des recettes fiscales.
- Les profils de maturité de la dette.
- Les conditions de refinancement.
- Le caractère productif des investissements financés par l'emprunt.

Sources : Financial Times, 9 octobre 2026.

DES MARGES BUDGÉTAIRES SOUS PRESSION

La part élevée des intérêts limite la capacité des États à financer les services publics et les projets de développement. Dans plusieurs pays, les gouvernements doivent arbitrer entre le service de la dette et les dépenses sociales, dans un contexte de croissance encore fragile.

DES PISTES POUR RÉDUIRE LA VULNÉRABILITÉ

Les experts appellent à renforcer la mobilisation des recettes intérieures, à allonger les maturités de la dette, à diversifier les sources de financement et à investir dans des projets à fort rendement économique et social.

Une meilleure gestion du risque de change et des cadres de dette plus transparents peuvent aussi améliorer la confiance des investisseurs et réduire les coûts d'emprunt à moyen terme.

CAMEROUN / ÉLECTRICITÉ

SOCADEL : UN PLAN D'URGENCE DE 107 MILLIARDS DE FCFA, MAIS LE FINANCEMENT N'EST PAS ENCORE ÉTABLI

Le réseau a besoin d'investissements rapides ; la question décisive reste celle des ressources effectivement mobilisées, des contrats et du calendrier d'exécution.



Ingénieurs de la SOCADEL sur un poste de transformation au Cameroun. Illustration – Scène non documentaire

LE FAIT

Dans une note datée du 8 octobre, la Société camerounaise d'électricité (Socadel, ex-Eneo) a annoncé un programme d'urgence de 107 milliards de FCFA pour la période 2026–2027.

Ce plan prévoit la réhabilitation des unités thermiques, la maintenance des centrales hydroélectriques, le développement du solaire ainsi que le renforcement du réseau de transport et de distribution.

Selon *Investir au Cameroun*, les ressources nécessaires à la mise en œuvre de ce programme sont encore en cours de mobilisation. Les montants disponibles, la répartition des projets et le calendrier de décaissement ne sont pas encore détaillés.

Le ministère en charge du secteur indique par ailleurs que les recettes mensuelles de la société sont passées de 30 à 32 milliards de FCFA, mais que certaines factures du secteur restent impayées.

CE QUE CELA SIGNIFIE

L'annonce d'un plan d'urgence de 107 milliards de FCFA montre la volonté d'agir pour stabiliser l'approvisionnement et améliorer la performance du réseau électrique camerounais.

Les investissements envisagés ciblent des maillons essentiels : la remise à niveau des unités thermiques pour sécuriser la production, la maintenance des ouvrages hydroélectriques pour optimiser la disponibilité, le développement du solaire pour diversifier le mix énergétique et le renforcement du réseau pour réduire les pertes et améliorer la qualité du service.

Si ces actions sont effectivement financées et exécutées, elles pourraient contribuer à une meilleure fiabilité de l'alimentation électrique et à une réduction des délestages.

CE QUI N'EST PAS ENCORE DÉMONTRÉ

L'annonce du plan ne prouve pas encore que le financement est effectivement assuré. Les montants réellement disponibles, la répartition des projets, le calendrier de décaissement et les contrats ne sont pas détaillés. La mise en œuvre effective, la livraison des infrastructures et l'amélioration du service aux usagers restent donc à confirmer.

CE QU'IL FAUT SURVEILLER

- La mobilisation effective et la clôture du financement.
- La liste détaillée des projets retenus.
- Le calendrier de décaissement des fonds.
- La signature des contrats avec les entreprises.
- La mise en œuvre et la livraison des projets.
- L'évolution de la qualité et de la continuité du service électrique.
- Le règlement des factures impayées du secteur.

Sources : Investir au Cameroun, 9 octobre 2026.

STEAZ DAILY NEWS
N°61 / ven. / 09 / 10 / 2026 • L'info quotidienne qui fait sens. • 0 €

CAMEROUN / FILIÈRES AGRICOLES

CACAO ET CAFÉ : YAOUNDÉ EXPLORE UN GUICHET DE FINANCEMENT DÉDIÉ

Le mécanisme envisagé pourrait mieux financer les projets prioritaires des filières, mais sa structure et ses critères d'accès restent à préciser.



Producteurs de cacao au Cameroun : le futur guichet de financement pourrait soutenir les investissements dans les plantations, la qualité et la transformation.
Illustration générée par IA - Scène non documentaire

LE FAIT

Selon Business in Cameroon, des discussions se sont tenues le 8 octobre à Yaoundé entre le ministre du Commerce, Luc Magloire Mbarga Atangana, et le directeur général du Fonds commun pour les produits de base (Common Fund for Commodities, CFC), Sheikh Mohammed Belal.

Les échanges ont porté sur la mise en place d'un mécanisme de financement dédié aux projets prioritaires des filières cacao et café au Cameroun.

Le dispositif envisagé pourrait inclure une contribution initiale volontaire du Cameroun afin de faciliter l'accès à des financements complémentaires du CFC pour soutenir les investissements dans ces deux filières stratégiques.

CE QUE CELA SIGNIFIE

Un guichet de financement dédié pourrait offrir des ressources supplémentaires pour moderniser les plantations, améliorer la qualité de la production, renforcer la transformation locale et soutenir les exportations de cacao et de café.

Un tel mécanisme contribuerait à accroître la compétitivité de ces filières, à créer de la valeur ajoutée et à renforcer les revenus des producteurs.

Toutefois, son efficacité dépendra des règles d'éligibilité, de la gouvernance du guichet et de l'existence d'un portefeuille de projets bien préparés et bancables.

CE QUI N'EST PAS ENCORE DÉMONTRÉ

Le mécanisme reste à l'état de discussions et ne constitue pas encore un accord formel.

Les montants de décaissements, la liste des projets éligibles et le calendrier de mise en œuvre ne sont pas encore connus.

L'annonce d'une contribution initiale volontaire du Cameroun et la possibilité d'un financement complémentaire du CFC n'impliquent pas, à ce stade, des engagements fermes ni des décaissements effectifs.

CE QU'IL FAUT SURVEILLER

- La formalisation du mécanisme et la signature d'éventuels accords.
- Le montant et les modalités de la contribution initiale du Cameroun.
- Les critères de sélection des projets éligibles.
- La liste des projets effectivement financés.
- Le calendrier et le rythme des décaissements.
- L'impact sur l'augmentation de la production, la transformation locale et les exportations de cacao et de café.

Sources : Business in Cameroon, 9 octobre 2026.

DES FILIÈRES STRATÉGIQUES POUR LE CAMEROUN

Le cacao et le café figurent parmi les principales filières d'exportation du Cameroun. Elles contribuent de manière significative aux recettes en devises, à l'emploi rural et au développement de nombreuses régions du pays.

Le gouvernement ambitionne de renforcer la compétitivité de ces filières en soutenant la production durable, la qualité, la transformation locale et la diversification des débouchés.

Le partenariat avec le Fonds commun pour les produits de base s'inscrit dans cette stratégie, en mobilisant des financements concessionnels et des ressources complémentaires pour accompagner des projets structurants.

La mise en place d'un guichet dédié pourrait permettre de mieux répondre aux besoins des producteurs et des opérateurs, tout en favorisant une chaîne de valeur plus intégrée et plus résiliente face aux chocs des marchés internationaux.

MONDE / FINANCEMENT

LE CAPITAL DEVIENT PLUS SÉLECTIF : L'AFRIQUE DOIT PROUVER LA VALEUR DE SES PROJETS

Taux élevés, aversion au risque et exigence de transparence : attirer le financement suppose des projets mieux préparés et des données plus solides.



Siège du Groupe de la Banque mondiale à Washington, D.C. — Illustration non documentaire

LE FAIT

Le contexte financier international reste difficile pour les pays africains. Les taux d'intérêt demeurent élevés, l'aversion au risque persiste et les investisseurs se montrent plus exigeants dans la sélection des projets. L'accès au capital n'est plus automatique, même pour des besoins cruciaux en infrastructures, en énergie ou en agriculture.

Dans ce contexte, les institutions de développement (Banque mondiale, BAD et autres) multiplient les instruments visant à mobiliser le capital privé : prêts, garanties, prises de participation et mécanismes de partage du risque.

CE QUE CELA SIGNIFIE

Le financement ne va plus seulement au plus grand besoin, mais aux projets capables de démontrer une gouvernance solide, des données fiables, un modèle économique crédible et une réelle capacité d'exécution.

Les investisseurs recherchent des cadres réglementaires stables, une meilleure gestion des risques, des études de faisabilité robustes et une transparence accrue sur l'utilisation des fonds.

CE QUI N'EST PAS ENCORE DÉMONTRÉ

Il n'existe pas de résultat unique et définitif sur un supposé « retrait » du financement de l'Afrique. La situation varie selon les pays, les secteurs et la qualité des projets. Certains marchés continuent d'attirer des capitaux importants, tandis que d'autres peinent en raison de risques spécifiques ou de données insuffisantes.

Cette analyse est une lecture transversale des signaux récents du marché et des institutions internationales, et non une prévision garantie ni un résultat issu d'une source unique.

CE QU'IL FAUT SURVEILLER

- L'évolution des spreads souverains africains.
- Les rendements des obligations sur les marchés internationaux.
- Les flux d'investisseurs vers les marchés africains.
- La qualité et la maturité des pipelines de projets.
- La fiabilité des données financières et extra-financières.
- Les contrats signés (prêts, garanties, prises de participation).
- La livraison effective des projets sur le terrain.

Sources : lecture transversale STEAZ, 9 octobre 2026.

DES INSTITUTIONS MOBILISÉES POUR ATTIRER LE PRIVÉ

Face à un environnement plus exigeant, les institutions de développement renforcent leurs outils pour attirer le capital privé vers l'Afrique.

Elles combinent prêts concessionnels, garanties partielles de risque, prises de participation et instruments de blended finance afin de réduire le risque perçu et de rendre les projets plus bancables.

Ces mécanismes visent à catalyser des investissements dans les infrastructures, l'énergie, l'agriculture, les industries et l'économie numérique, en s'appuyant sur des partenariats public-privé et une meilleure préparation des projets en amont.

Le succès dépendra de la capacité des pays africains à améliorer la qualité des projets, la transparence, la stabilité réglementaire et l'exécution sur le long terme.

STEAZ DAILY NEWS

N°61 / ven. / 09 / 10 / 2026 • L'info quotidienne qui fait sens. • 0 €

CAMEROUN / INFRASTRUCTURES

PORT DE DOUALA : LA FLUIDITÉ LOGISTIQUE RESTE À PROUVER

Les annonces d'amélioration et les remises commerciales comptent moins que le coût complet, les délais réels et la fiabilité du passage portuaire.



Activités au Port autonome de Douala, principal hub maritime du Cameroun et axe clé pour les échanges de la sous-région. Illustration générée par IA - Scène non documentaire

LE FAIT

Le Port de Douala demeure la porte d'entrée et de sortie majeure de l'économie camerounaise. Ces derniers mois, les autorités portuaires et certains opérateurs ont annoncé des mesures visant à améliorer la fluidité des opérations, dont des ajustements tarifaires et des facilités commerciales pour certaines catégories de trafic.

Si ces initiatives témoignent d'une volonté de soutenir la compétitivité du corridor logistique, leur impact réel sur les conditions d'exploitation des importateurs, exportateurs et industriels reste à démontrer dans la durée.

CE QUE CELA SIGNIFIE

Pour les entreprises, l'enjeu n'est pas seulement l'annonce, mais la réduction concrète des délais de passage, la diminution des frictions opérationnelles et des coûts de stockage, ainsi qu'une plus grande fiabilité du service.

Un ajustement tarifaire ou une remise commerciale, aussi bienvenu soit-il, ne suffit pas s'il n'est pas accompagné de gains tangibles sur le temps de traitement, la prévisibilité des opérations et la fluidité de bout en bout, incluant les procédures douanières et l'acheminement vers l'hinterland.

CE QUI N'EST PAS ENCORE DÉMONTRÉ

À ce stade, aucun élément public ne permet d'affirmer que les mesures annoncées se traduisent déjà par une baisse significative des délais globaux et du coût complet pour les chargeurs. Les retours d'acteurs restent encore contrastés, certains évoquant des améliorations ponctuelles, d'autres des goulots d'étranglement persistants aux postes de contrôle, à la manutention et dans les chaînes logistiques terrestres.

Les effets sur la compétitivité des filières industrielles et exportatrices dépendront de la mise en œuvre opérationnelle, de la durée des mesures et de leur articulation avec la modernisation des infrastructures et des procédures.

Il s'agit donc d'un sujet en suivi éditorial : les gains réels devront être documentés par des données factuelles et des retours fiables des utilisateurs.

CE QU'IL FAUT SURVEILLER

Pour évaluer l'impact réel des mesures et l'évolution de la performance du Port de Douala, plusieurs indicateurs clés doivent être suivis dans la durée :

- **Délais de séjour (dwell time)** : temps moyen entre l'arrivée du navire, la mise à disposition des conteneurs et leur sortie du port.
- **Délais de dédouanement** : durée des procédures et prévisibilité des contrôles.
- **Trafic conteneurisé** : évolution des volumes traités et de la productivité des terminaux.
- **Coût logistique** : coût complet porte à porte, intégrant manutention, stockage, transports terrestres et frais annexes.
- **Pratiques de paiement** : transparence, prévisibilité et réduction des coûts informels.
- **Fiabilité des connexions vers l'hinterland** : qualité des liaisons routières et ferroviaires, régularité des services et coordination des opérateurs.

Sources : repères sectoriels suivis par STEAZ, 9 octobre 2026.

MONDE / MARCHÉS

LE CAPITAL MONDIAL RESTE EXIGEANT FACE AUX PROJETS AFRICAINS

Attirer des investisseurs ne dépend plus seulement du récit de croissance ; il faut des preuves de gouvernance, de rentabilité et d'exécution.



La Bourse de Londres, l'un des principaux centres financiers mondiaux, reste un point d'entrée clé pour les capitaux internationaux vers l'Afrique.
Illustration générée par IA - Scène non documentaire

LE FAIT

Le capital mondial reste disponible pour l'Afrique, mais il se montre plus sélectif. Dans un contexte de taux d'intérêt élevés et d'incertitudes géopolitiques persistantes, les investisseurs concentrent leurs ressources sur les projets offrant des rendements clairs, une gouvernance solide et une capacité d'exécution démontrée.

Malgré un environnement plus exigeant, plusieurs opérations récentes montrent que des financements significatifs restent accessibles pour des projets africains bien structurés, notamment dans les infrastructures, l'énergie, les ressources naturelles et certains segments industriels.

CE QUE CELA SIGNIFIE

L'accès au capital n'est pas fermé, mais il suppose une préparation plus rigoureuse. Les investisseurs attendent des données fiables, des études de faisabilité crédibles, des montages contractuels clairs et une meilleure gestion des risques. La qualité des informations financières, environnementales et sociales devient un facteur déterminant pour convaincre et obtenir des conditions de financement soutenables.

CE QUI N'EST PAS ENCORE DÉMONTRÉ

L'appétit des investisseurs demeure conditionnel et inégal selon les secteurs et les pays. Des doutes persistent sur la capacité de certains projets à générer des flux de trésorerie suffisants, sur la stabilité du cadre réglementaire et sur la mise en œuvre effective des réformes.

La viabilité de plusieurs projets dépend encore de garanties plus solides, d'un partage des risques mieux structuré et d'une meilleure prévisibilité des politiques publiques.

CE QU'IL FAUT SURVEILLER

- L'évolution des primes de risque sur les pays africains.
- La trajectoire des taux d'intérêt mondiaux et ses effets sur le coût du capital.
- Le renforcement des standards de *due diligence* des investisseurs.
- Le recours accru aux structures de financement mixte (*blended finance*).
- Le nombre de projets africains atteignant le bouclage financier.
- La réalisation effective des retours économiques et sociaux attendus.

Sources : lecture internationale STEAZ, 9 octobre 2026.

DES OPPORTUNITÉS CIBLÉES MALGRÉ UN ENVIRONNEMENT PLUS EXIGEANT

Les investisseurs internationaux continuent d'identifier des opportunités attractives en Afrique, en particulier dans les projets générant des flux de trésorerie stables et adossés à des garanties crédibles. Les infrastructures de transport, l'énergie propre, les minerais stratégiques et l'agro-industrie figurent parmi les secteurs les plus suivis.

Cependant, la hausse des taux d'intérêt et le durcissement des critères d'analyse rendent la compétition plus forte. Les projets doivent démontrer leur résilience face aux chocs macroéconomiques, la solidité de leur modèle économique et la qualité de leur gouvernance.

L'Afrique peut toujours attirer des financements importants, à condition d'apporter des preuves concrètes de rentabilité, des cadres contractuels clairs, des garanties adaptées et une capacité d'exécution crédible. Le capital mondial reste présent, mais il exige davantage de discipline, de transparence et de résultats mesurables.

AFRIQUE / PAIEMENTS

ECOBANK PRÉPARE SON ACCÈS AU SYSTÈME CIPS POUR LES PAIEMENTS EN YUANS

Le projet montre que l'intégration financière passe aussi par les infrastructures de règlement des échanges.

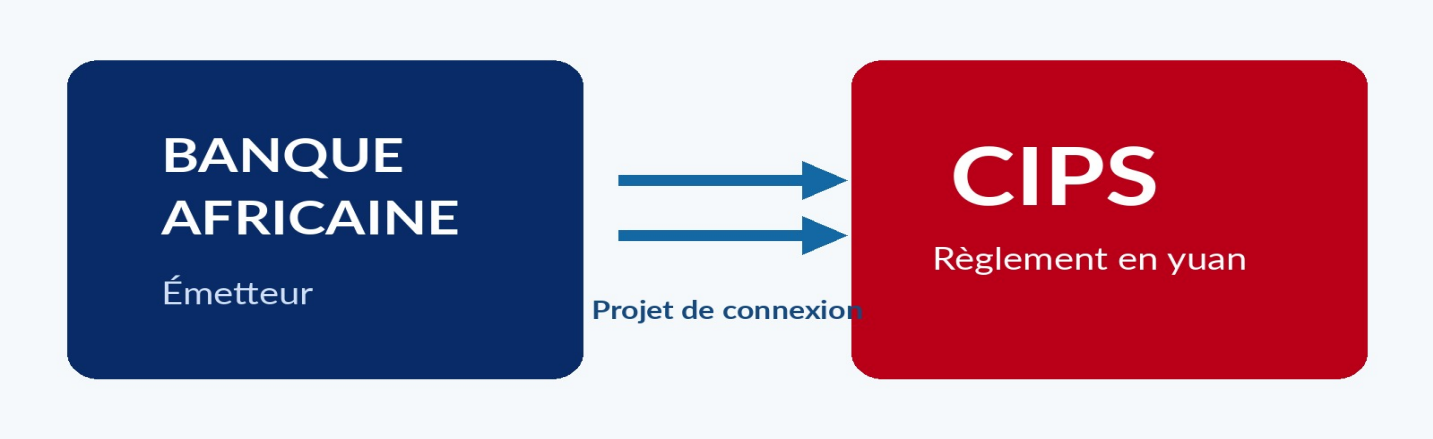


Illustration créée par IA · Scène non documentaire

LE FAIT

Reuters rapporte le 9 octobre qu'Ecobank, groupe bancaire panafricain présent dans 34 pays, prévoit de rejoindre le système chinois de paiements interbancaires transfrontaliers CIPS. Cette infrastructure permet le règlement de transactions en renminbi. Le groupe évoque aussi des discussions avec Bank of China pour développer des services de règlement en yuan. Il s'agit d'une intention d'intégration et de coopération annoncée, non de la preuve que tous les clients disposent déjà de ce service.

CE QUE CELA SIGNIFIE

Les échanges entre l'Afrique et la Chine produisent des besoins de règlement, de conversion de devise, de conformité et de liquidité. Un meilleur accès à une infrastructure adaptée au yuan pourrait réduire certaines frictions pour les entreprises qui paient ou encaissent dans cette monnaie. Mais l'utilité réelle dépend du nombre d'établissements connectés, des devises

CE QUI RESTE À DÉMONTRER

Le raccordement projeté ne prouve pas que les transactions seront moins coûteuses pour toutes les entreprises. La disponibilité commerciale, les règles applicables et la comparaison avec les circuits de règlement existants restent à documenter.

CE QU'IL FAUT SURVEILLER

Date du raccordement effectif ; établissements et pays servis ; tarification ; délais de règlement ; volumes des transactions en yuan ; coûts de conversion ; conformité et risques opérationnels.

LES PAIEMENTS COMME INFRASTRUCTURE ÉCONOMIQUE

Le règlement d'une transaction internationale exige des banques correspondantes, des contrôles de conformité, une monnaie de paiement et une liquidité accessible. Lorsque les procédures sont longues, une entreprise immobilise davantage de trésorerie et peut subir des frais supplémentaires. L'accès à un nouveau réseau de compensation pourrait apporter une option, mais son intérêt réel dépendra des banques connectées et de la disponibilité du service dans chaque pays.

LA MONNAIE NE SUPPRIME PAS TOUS LES RISQUES

Payer directement en yuan n'élimine ni les variations de change ni les coûts commerciaux sous-jacents. Une entreprise doit comparer le prix d'achat, le moment de conversion, les commissions et les délais. Une nouvelle infrastructure peut élargir le choix sans remplacer les voies existantes. Pour cette raison, l'annonce d'un raccordement est une étape technique, non une baisse démontrée du coût des importations.

LE CONTRÔLE À MENER

STEAZ vérifiera la date d'activation, la liste des établissements desservis et les premières opérations effectivement réglées. Les tarifs publiés, les conditions d'accès des PME et la comparaison des délais donneront une mesure plus utile que le seul communiqué d'intention. Le suivi distinguera l'accord de coopération, la connexion opérationnelle et l'usage réel.

Sources : Reuters, « Ecobank to join China's CIPS payments platform for yuan settlement », 9 octobre 2026.

STEAZ
L'INFO QUOTIDIENNE QUI FAIT SENS.
DAILY NEWS

LE CAHIER STRATÉGIQUE

Des faits aux repères. Des repères aux décisions.

Dix dossiers, dix lectures stratégiques

Les sujets du jour approfondis pour comprendre les mécanismes, mesurer les implications et éclairer les décisions.

DATA
- Le coût budgétaire de la dette africaine | P. 15
- Marchés de capitaux africains : accès transfrontalier et liquidité | P. 20

INDEX
- Dette publique : où la pression des intérêts est la plus forte ? | P. 16
- Énergie : où situer le Cameroun face aux besoins de financement ? | P. 21

INSIGHT
- L'épargne africaine peut-elle financer les actifs africains ? | P. 17
- Les minéraux ne sont pas une stratégie industrielle en eux-mêmes | P. 22
- Le capital devient plus sélectif : comment prouver la valeur d'un projet ? | P. 23

WATCH
- Zambie : du consensus technique au financement effectif | P. 18
- SOCADEL : le point zéro du plan d'urgence | P. 19
- Cacao et café : vers un guichet de financement dédié ? | P. 24

Édition du 9 octobre 2026 • Dossiers complets et sources dans les pages suivantes.

ANALYSE DE STEAZ / LE CAHIER STRATÉGIQUE

Quand le capital doit devenir une capacité réelle

Lecture transversale · vendredi 9 octobre 2026 · numéro 61

1,6 Md $

Offre Dangote annoncée ; résultat final à confirmer.

1,5 Md $

Programme FMI–Zambie : accord technique, pas encore décaissé.

107 Md FCFA

Plan électrique Socadel : financement non documenté dans sa totalité.

Le même obstacle sous trois formes

Une offre de titres industriels, un accord au niveau des services du FMI et un plan d'urgence électrique paraissent éloignés les uns des autres. Leur mécanisme commun est pourtant celui de la conversion : une ressource annoncée ne devient une capacité que si les conditions d'accès, de financement et d'exécution sont franchies. Dans l'affaire Dangote, les barrières réglementaires entre marchés nationaux compliquent la circulation du capital. Dans le cas zambien, la décision formelle et les conditions du programme précèdent le premier versement. Au Cameroun, l'existence d'un plan de travaux ne signifie pas que ses lignes de financement soient disponibles.

Quatre formats, des fonctions différentes

REPÈRE DE PAGINATION

PARCOURS DES DOSSIERS : DATA — pages 15 et 20 ; INDEX — pages 16 et 21 ; INSIGHT — pages 17, 22 et 23 ; WATCH — pages 18, 19 et 24. Ces dix traitements conservent chacun leur angle, leur preuve et leur date de référence.

Cette édition distingue les mécanismes qui méritent une analyse, les données qui exigent une définition stable et les engagements qui devront être suivis. DATA présente un chiffre et sa portée exacte. INDEX propose des comparaisons possibles, sans inventer de classement lorsque les séries ne sont pas disponibles. INSIGHT explique les chaînes causales et les limites d'une interprétation. WATCH conserve un point zéro daté, un statut et la prochaine preuve attendue. Le Cahier ne réécrit donc pas les dix articles du quotidien : il transforme certains de leurs éléments en instruments de lecture et de vérification.

LES LIMITES D'UNE PROMESSE DE FINANCEMENT

La conversion des ressources en résultats suppose plusieurs contrôles successifs. Les montants annoncés n'ont pas tous le même statut juridique ou comptable. Une offre de titres dépend des souscriptions finales ; un programme du FMI de la décision formelle et de ses conditions ; un plan d'infrastructure de la disponibilité des fonds, de la qualité des marchés et des travaux exécutés. Confondre ces étapes revient à annoncer des capacités productives avant même que les ressources soient utilisables.

DE NOUVEAUX INSTRUMENTS DE LECTURE

Le Cahier stratégique approfondit cette distinction sans réécrire les articles d'actualité. Les formats DATA et INDEX imposent des définitions, des unités et des comparaisons explicites. INSIGHT décrit les mécanismes qui relient les décisions aux conséquences possibles. WATCH enregistre la chronologie, les jalons et les preuves attendues. Le même sujet peut être abordé sous plusieurs angles, mais les conclusions doivent rester proportionnées aux faits disponibles.

UNE MÉTHODE COMMUNE POUR LA SUITE

Chaque dossier porte une date de référence. Les corrections futures seront ajoutées à l'historique, sans effacer ce que la rédaction savait le 9 octobre. L'analyse distingue le signal, l'hypothèse et le résultat observé. Ce principe évite de transformer rétrospectivement une annonce en réussite et permet aux lecteurs de vérifier les progrès annoncés.

DATA / LE CAHIER STRATÉGIQUE

LE COÛT BUDGÉTAIRE DE LA DETTE AFRICAINE

15,7 %

Part des recettes publiques absorbée par les paiements nets d'intérêts en Afrique subsaharienne, selon le Financial Times.

REPÈRE • situation documentée au 9 octobre 2026

UN INDICATEUR À DÉFINIR

Le ratio rapproche les paiements nets d'intérêts du montant des recettes publiques. Il décrit la pression exercée par une charge financière sur les ressources courantes des États ; il ne mesure ni le stock total de dette, ni la totalité du service dû, qui inclut aussi des remboursements de principal. La valeur de 15,7 % porte sur une moyenne régionale et ne doit pas être projetée indistinctement sur tous les pays.

CE QU'IL PERMET D'OBSERVER

Lorsque la fraction des recettes absorbée par les intérêts augmente, la marge budgétaire disponible pour l'éducation, la santé, l'entretien et les équipements nouveaux peut se rétrécir. Cela ne suffit pas à démontrer que chaque dépense sociale diminue : les recettes et les arbitrages évoluent eux aussi. Il faut rapprocher le ratio de la croissance des recettes, de l'inflation et de la composition du budget.

COMPARAISONS INTERDITES SANS MÉTHODE

Ce 15,7 % ne peut pas être comparé directement à un ratio dette/PIB ou à un taux d'intérêt obligataire. Les périmètres, les périodes et les unités sont différents. Un classement exige d'abord des séries nationales homogènes, des conventions de calcul identiques et des années de référence compatibles.

PROCHAINE MISE À JOUR

Conserver la période de référence indiquée par la source, puis réunir les données de recettes et d'intérêts par pays. Documenter les révisions et expliquer toute rupture de série. L'indicateur doit rester un repère de suivi, pas un verdict sur la soutenabilité d'un pays pris isolément.

Sources : Financial Times, 9 octobre 2026.

FICHE DE DONNÉE

Indicateur : intérêts nets / recettes

Unité : pourcentage

Périmètre : Afrique subsaharienne

Valeur rapportée : 15,7 %

Statut : moyenne régionale publiée

Manque : valeurs nationales comparables

LA MOYENNE NE DÉCRIT PAS TOUS LES ÉTATS

REPÈRE DE MÉTHODE

LIMITE STATISTIQUE : une valeur moyenne régionale ne constitue pas un chiffre national. Les recettes exceptionnelles, les révisions et les conventions budgétaires doivent rester visibles.

Une moyenne régionale peut cacher des situations très éloignées. Un pays disposant de recettes élevées mais volatiles n'a pas la même marge de manœuvre qu'un pays aux revenus plus stables. Le ratio doit aussi être interprété avec la structure de la dette : devise, échéances, taux fixes ou variables, part concessionnelle. L'utiliser seul pour conclure à la soutenabilité reviendrait à ignorer une partie du risque financier.

LE PROTOCOLE DE SUIVI

La base STEAZ devra conserver le numérateur, le dénominateur, les définitions et la période d'observation. Lorsqu'une source corrige une valeur, l'enregistrement initial reste consultable avec la date de mise à jour et le motif. Les séries nationales à construire doivent faire apparaître les éventuelles ruptures méthodologiques ; elles ne devront pas être raccordées artificiellement.

UNE LECTURE BUDGÉTAIRE CONCRÈTE

Pour comprendre l'effet sur les services publics, ce ratio sera rapproché des dépenses d'investissement et d'entretien. Il faudra distinguer une baisse nominale d'une baisse en termes réels. Les conséquences observées sont liées aux choix du budget et non déductibles mécaniquement de la moyenne régionale.

INDEX / LE CAHIER STRATÉGIQUE

DETTE PUBLIQUE : OÙ LA PRESSION DES INTÉRÊTS EST-ELLE LA PLUS FORTE ?

MÉTHODE

Le point de départ d'un classement est la comparabilité, pas la juxtaposition de chiffres nationaux.

REPÈRE • situation documentée au 9 octobre 2026

CE QU'UN INDICE DOIT MESURER

La comparaison des charges d'intérêts entre États pourrait reposer sur un ratio unique : paiements nets d'intérêts rapportés aux recettes publiques, sur une période identique. Le choix d'un indicateur paraît simple, mais les budgets n'ont pas tous le même périmètre : administration centrale ou secteur public élargi, traitements des intérêts et calendriers d'enregistrement.

CE QUI EST DISPONIBLE

La moyenne régionale de 15,7 % rapportée par le Financial Times constitue un repère. Elle ne permet pas de classer les pays. La première exigence serait de réunir, pour chaque économie retenue, la valeur annuelle, la définition, les éventuelles révisions et une source publique identifiable.

UNE HIÉRARCHIE QUI A DES LIMITES

Un pays peut afficher une forte charge d'intérêts et disposer de revenus stables ; un autre, avec un ratio inférieur, peut connaître une dette de court terme ou en devises difficile à refinancer. L'indice doit rester descriptif. Il ne remplace pas une analyse de liquidité, de maturité, de risque de change et de soutenabilité.

DÉCISION ÉDITORIALE

Aucun palmarès n'est publié ici faute de série nationale homogène jointe au dossier du 9 octobre. La publication d'un INDEX exigera les valeurs pays par pays, leurs dates et un protocole de comparaison public. Cette absence de classement est un choix de fiabilité.

Sources : STEAZ, méthode INDEX ; Financial Times, 9 octobre 2026.

AVANT TOUT CLASSEMENT

Comparer les mêmes années

Choisir un périmètre budgétaire

Vérifier la définition des intérêts

Conserver les unités et les sources

Documenter les révisions

Ne pas publier de rang sans données

COMPARER SANS SIMPLIFIER À L'EXCÈS

REPÈRE DE MÉTHODE

MÉTHODE : conserver l'année, la source et les révisions. Un chiffre manquant doit rester signalé ; il ne peut pas être remplacé par une estimation silencieuse.

Un classement de pays suppose une même date, une même définition du périmètre public et un traitement homogène des intérêts. Les recettes exceptionnelles et les révisions comptables peuvent modifier sensiblement un ratio annuel. Une valeur qui semble faible peut refléter une année de recettes élevées et non un coût structurellement réduit.

LES INDICATEURS COMPLÉMENTAIRES

Les maturités moyennes, la proportion de dette en devises, le coût des nouveaux emprunts et la disponibilité de réserves financières doivent être considérés conjointement. Le classement envisagé pourra montrer plusieurs axes au lieu d'attribuer artificiellement une note globale. Cette approche permet de décrire les profils de vulnérabilité sans faire disparaître leurs différences.

RÈGLE DE PUBLICATION

Aucun rang ne sera attribué tant que les séries nécessaires ne sont pas documentées et reproductibles. Le protocole devra expliquer le traitement des valeurs absentes, des révisions et des pays exclus du champ. La transparence de la méthode vaut davantage qu'un palmarès rapide.

INSIGHT / LE CAHIER STRATÉGIQUE

L'ÉPARGNE AFRICAINE PEUT-ELLE FINANCER LES ACTIFS AFRICAINS ?

1,6 Md $

Ordre de grandeur de l'offre Dangote évoquée le 9 octobre ; la souscription finale n'est pas établie.

REPÈRE • situation documentée au 9 octobre 2026

UN BESOIN D'INTERMÉDIATION

Les banques, assurances, fonds et ménages africains disposent de ressources qui peuvent participer au financement de projets industriels. Toutefois, une capacité d'épargne ne constitue pas automatiquement une offre accessible à tous. Les titres doivent être distribués, conservés, négociés et réglés à travers des institutions compatibles.

LE MÉCANISME DE FRAGMENTATION

L'enregistrement d'une offre au Nigeria peut ne pas donner accès directement aux investisseurs d'autres juridictions. À la différence d'un marché unique, chaque frontière multiplie les exigences légales et les coûts d'intermédiation. La liquidité secondaire, le change et la fiscalité peuvent modifier la rentabilité effective pour le souscripteur.

CE QUI CHANGERAIT LA SITUATION

La reconnaissance de règles compatibles, l'interconnexion des intermédiaires, la transparence des émetteurs et les mécanismes de règlement transfrontalier pourraient élargir la participation. Il faut aussi assurer la protection des épargnants : un marché intégré n'a d'intérêt durable que si les risques sont expliqués et les recours identifiables.

LE TEST DANGOTE

L'efficacité de l'opération sera mesurable à la clôture : montant effectivement placé, diversité des investisseurs et conditions de marché. Le caractère africain d'un actif ne suffit ni à prouver la réussite de l'émission ni à justifier sa souscription.

Sources : Reuters, 9 octobre 2026 ; lecture INSIGHT de STEAZ.

MÉCANISME À SUIVRE

Offre nationale enregistrée

Accès régional fragmenté

Intermédiaires et coûts

Participation transfrontalière

Souscription et liquidité finales

Protection de l'investisseur

LA CHAÎNE COMPLÈTE D'INVESTISSEMENT

REPÈRE DE MÉTHODE

À MESURER : souscriptions réellement exécutées, implantation des intermédiaires et liquidité des échanges après la clôture.

Pour qu'une épargne devienne financement industriel, elle doit franchir plusieurs étapes : collecte, allocation, souscription, règlement, gouvernance de l'actif et possibilité de cession. Chaque étape a ses coûts et ses règles. Les grandes opérations rendent visibles ces frictions, mais elles concernent aussi des entreprises plus modestes qui ne peuvent pas accéder à plusieurs marchés nationaux.

CE QUE PERMETTRAIT UN MEILLEUR ACCÈS

Des procédures compatibles pourraient multiplier les investisseurs accessibles à une émission et améliorer la répartition du risque. Cela ne garantit ni une valorisation supérieure ni l'absence de pertes. Les informations financières et les obligations de publication doivent rester suffisamment précises pour protéger les souscripteurs de différentes juridictions.

LE RÉSULTAT PROBANT

Le test le plus simple sera la présence documentée d'investisseurs de plusieurs marchés, le montant final placé et la liquidité observée après l'opération. Les intentions de souscription ou les communiqués de partenaires ne se substituent pas à ces données. Le dossier sera actualisé à chaque nouvelle preuve.

WATCH / LE CAHIER STRATÉGIQUE

ZAMBIE : DU CONSENSUS TECHNIQUE AU FINANCEMENT EFFECTIF

ACCORD

Statut au 9 octobre : accord au niveau des services pour une facilité d'environ 1,5 milliard de dollars.

REPÈRE • situation documentée au 9 octobre 2026

POINT ZÉRO DU SUIVI

Le FMI a annoncé un accord technique avec les autorités zambiennes sur un nouveau programme. Cette étape indique qu'une convergence a été trouvée sur les grandes lignes, sans valoir approbation formelle ni paiement. La décision du Conseil d'administration reste attendue autour de décembre.

LA CHAÎNE DES PREUVES

L'annonce technique doit être suivie de la présentation des documents au Conseil, de la décision formelle, de la satisfaction des conditions éventuelles, du premier versement, puis de revues périodiques. Chacun de ces jalons correspond à une preuve différente. Un montant de programme ne doit pas être comptabilisé comme une recette déjà encaissée.

LES FACTEURS QUI PEUVENT INFLUER

La capacité de remboursement dépendra de la discipline budgétaire, de la mobilisation des recettes, des revenus miniers et de la restructuration de la dette. La prévision de croissance de 5,6 % pour 2026 reste une projection. Elle devra être

rapprochée de la réalisation effective et du service de la dette.

PROCHAINE PREUVE ATTENDUE

Publication de la décision du Conseil, calendrier officiel des versements et montant effectivement décaissé. STEAZ conservera les décisions successives et les modifications éventuelles sans réécrire l'état de connaissance du 9 octobre.

Sources : Reuters, 9 octobre 2026.

CHAÎNE DE PREUVES

1. Accord au niveau des services

2. Décision du Conseil attendue

3. Conditions de versement

4. Premier décaissement

5. Revues ultérieures

6. Résultats budgétaires mesurés

POURQUOI LE CALENDRIER IMPORTE

REPÈRE DE MÉTHODE

LIMITE : la croissance projetée pour 2026 reste une prévision. La rédaction vérifiera ultérieurement l'exécution du budget et la progression des recettes au regard des données réalisées.

Entre une négociation aboutie au niveau technique et un premier versement, plusieurs décisions peuvent encore intervenir. Le Conseil examine les conditions convenues, tandis que les autorités doivent satisfaire les étapes requises. Chaque annonce de montant est donc accompagnée d'un statut ; l'absence de décaissement ne doit pas être interprétée comme un versement retardé sans éléments sur le calendrier officiel.

MESURER LES EFFETS AU-DELÀ DU PROGRAMME

Les tranches reçues ne constituent pas, à elles seules, une sortie de crise. Le suivi devra regarder la stabilité macroéconomique, les recettes publiques, la dette restructurée et la capacité à financer les priorités nationales. Les projections de croissance seront confrontées aux chiffres définitifs lorsqu'ils seront disponibles.

JOURNAL DE SUIVI

Date, document, décision, condition, montant déboursé et période de référence seront archivés séparément. Une modification de la prévision donnera lieu à une nouvelle entrée et non à un remplacement silencieux de la précédente. Ainsi, la mémoire du dossier restera contrôlable.

WATCH / LE CAHIER STRATÉGIQUE

SOCADEL : LE POINT ZÉRO DU PLAN D'URGENCE

107 Md FCFA

Enveloppe du plan d'urgence 2026–2027 annoncée ; financement intégral non établi.

REPÈRE • situation documentée au 9 octobre 2026

ANNONCE ET PÉRIMÈTRE

Socadel présente un programme d'urgence destiné aux groupes thermiques, aux centrales hydroélectriques, au solaire et aux réseaux. L'enveloppe communiquée couvre deux exercices. Elle ne démontre pas à elle seule que tous les fonds sont mobilisés ou que les dépenses sont entièrement nouvelles.

LA DISTINCTION DES FINANCEMENTS

Des mandats bancaires peuvent organiser une recherche de ressources sans créer immédiatement de trésorerie. Certains crédits peuvent aussi refinancer une dette existante au lieu de financer des équipements supplémentaires. Pour apprécier le plan, la rédaction doit distinguer les contrats de prêt, les tirages, les appels d'offres et la livraison des matériels.

CE QUE L'USAGER DOIT POUVOIR MESURER

La preuve finale sera une amélioration du service : moins d'heures de coupure, une tension plus stable, des capacités disponibles et des raccordements effectivement réalisés. Les indicateurs techniques doivent être rapprochés des recettes, des pertes, des impayés et des charges d'exploitation.

JALONS DE SUIVI

Point zéro : plan présenté le 8 octobre. Étapes : financement confirmé, commandes, attribution, livraison, installation, mise en service et mesure du résultat. Prochaine vérification : publication d'une affectation détaillée des 107 milliards et des premières dépenses documentées.

Sources : Investir au Cameroun, 9 octobre 2026 ; note Socadel du 8 octobre.

POINT ZÉRO : 8 OCT.

Programme 2026–2027 annoncé

Enveloppe : 107 Md FCFA

Financement non intégralement établi

Contrats / commandes à documenter

Livraison et mise en service

Amélioration du service à mesurer

LA TRAÇABILITÉ DES TRAVAUX

REPÈRE DE MÉTHODE

FINANCEMENT : distinguer ressources déjà mobilisées, contrats en négociation et décaissements réalisés. Une commande ne prouve pas la mise en service.

Le plan d'urgence doit être décomposé en interventions identifiables. Pour chacune, le suivi enregistrera le financeur, la date de contrat, le coût prévu, l'état de livraison et la mise en service. Une avance versée ne correspond pas nécessairement à un équipement installé et une réception provisoire ne démontre pas une disponibilité durable.

LES RÉSULTATS QUI COMPTENT

Il faudra publier les heures de coupure, la capacité réellement disponible, les pertes du réseau et la qualité des raccordements sur des périodes comparables. Les résultats devront tenir compte de la saison, de la demande et de la disponibilité des moyens de production. Les gains financiers de l'opérateur seront lus avec ses dépenses d'exploitation et ses arriérés.

LA PROCHAINE PREUVE

La publication d'un budget détaillé et du calendrier des premières commandes permettra de distinguer le financement acquis du financement en recherche. Les travaux et leurs résultats devront ensuite être vérifiés par rapport au point zéro conservé dans l'archive de STEAZ.

DATA / LE CAHIER STRATÉGIQUE

MARCHÉS DE CAPITAUX : ACCÈS TRANSFRONTALIER ET LIQUIDITÉ

DEUX STATS

1,6 Md $ annoncés et capacité industrielle visée : de 700 000 à 1,4 million de barils/jour.

REPÈRE • situation documentée au 9 octobre 2026

LA BASE DE DONNÉES DU DOSSIER

Deux catégories ne doivent pas être mélangées : les caractéristiques annoncées de l'offre et les résultats constatés après l'opération. La valeur d'environ 1,6 milliard de dollars concerne l'offre évoquée ; elle ne constitue pas un montant effectivement souscrit ni encaissé. L'augmentation de capacité présentée correspond à un objectif industriel, pas à une production observée.

DÉFINIR CHAQUE CHAMP

Enregistrer le pays d'enregistrement de l'offre, les investisseurs éligibles, les intermédiaires, la devise, le prix et les dates. Pour la capacité, distinguer capacité nominale, capacité installée, taux d'utilisation et production réellement constatée. Ces données n'ont pas le même statut ni la même fréquence de mise à jour.

COMPARER AVEC PRUDENCE

Un marché actif peut avoir un grand nombre de comptes sans liquidité suffisante ; une opération de grande taille peut être concentrée sur quelques investisseurs. Les comparaisons entre bourses africaines exigent des mesures harmonisées de volumes, de flottant, de coûts de transaction et de règlement-livraison.

L'ENREGISTREMENT À OUVRIR

Créer une série datée autour de l'offre Dangote : annonce, conditions de placement, clôture, participation transfrontalière, début de cotation et volumes négociés. Les valeurs manquantes resteront explicitement inconnues jusqu'à publication de preuves.

Sources : Reuters, 9 octobre 2026 ; protocole DATA du Cahier stratégique.

CHAMPS À CONSERVER

Offre : montant et devise

Enregistrement et éligibilité

Souscriptions réelles

Répartition des investisseurs

Flottant et liquidité secondaire

Capacité annoncée / installée

DONNÉES À DISSOCIER

REPÈRE DE MÉTHODE

PISTE DE MESURE : relever les montants placés, le nombre et la localisation des investisseurs, les frais de transaction et les volumes échangés.

Le montant indicatif d'une opération financière, la capacité de production annoncée et les flux réellement constatés sont trois mesures distinctes. Elles ne doivent pas être additionnées ni présentées comme les composantes d'un même indicateur. Le premier documente une offre, le second une intention industrielle, le troisième une performance vérifiable seulement après réalisation.

UNE SÉRIE SUR PLUSIEURS DATES

La base contiendra l'annonce initiale, le prix final, le montant placé, la répartition des souscripteurs et les volumes échangés sur le marché secondaire, lorsque ces éléments seront publics. Chaque valeur aura sa devise, sa date et sa source. Une révision conservera l'ancienne entrée, ce qui permettra de reconstruire exactement l'information disponible à chaque étape.

LE VÉRITABLE SUJET CONTINENTAL

Le degré d'intégration ne se mesure pas au nombre de titres officiellement cotés, mais à la possibilité réelle de les acquérir et de les céder au-delà d'une frontière. Les coûts, les délais et les contraintes réglementaires devront être observés avec la même précision que les montants financiers.

INDEX / LE CAHIER STRATÉGIQUE

ÉNERGIE : COMMENT COMPARER LES BESOINS DE FINANCEMENT ?

CRITÈRES

Définir le périmètre, la devise, la période, les équipements et le statut financier avant de classer.

REPÈRE • situation documentée au 9 octobre 2026

LE PIÈGE DES MONTANTS BRUTS

Le plan électrique de Socadel évoque 107 milliards de FCFA. Comparer directement ce montant à celui d'un autre opérateur aurait peu de sens sans connaître la période couverte, la nature des travaux, l'état initial des installations et la population desservie. Une enveloppe annoncée n'est pas équivalente à une dépense engagée.

UNE GRILLE DE COMPARAISON UTILE

Pour chaque projet : puissance réellement disponible, nombre de clients, fréquence des interruptions, pertes techniques et commerciales, recettes, endettement, dépenses de maintenance et budget disponible. Les montants doivent être isolés selon leur statut : annoncé, contractualisé, décaissé, en exécution et livré.

LE FACTEUR TEMPS

Une capacité construite et livrée avec retard ne répond pas au même besoin qu'une réparation immédiatement exécutable. Le calendrier des approvisionnements, des appels d'offres, des installations et de la mise en service doit être rapproché du calendrier financier. Les objectifs techniques doivent aussi être suivis après la réception.

LE CLASSEMENT RESTE CONDITIONNEL

Aucun score comparatif n'est attribué dans ce numéro : la documentation homogène nécessaire n'est pas fournie. L'INDEX fixe ici les critères qui permettront ensuite une comparaison vérifiable, plutôt qu'un palmarès fondé sur des montants hétérogènes.

Sources : Investir au Cameroun, 9 octobre 2026 ; méthode INDEX STEAZ.

GRILLE DE COMPARAISON

Capacité réellement disponible

Interruptions et pertes de réseau

Dépenses de maintenance

Financement confirmé

Équipements livrés

Résultat observé chez les usagers

UNE COMPARAISON QUI DISTINGUE LES BESOINS

REPÈRE DE MÉTHODE

PRÉCAUTION : les investissements annoncés peuvent être comparés à des chantiers réalisés, non directement à un niveau de service.

La situation électrique des pays ou des opérateurs ne peut pas être résumée à un seul montant de financement. La puissance installée, la puissance disponible, l'accès des usagers et la fiabilité du service sont des dimensions différentes. Un classement de « performance » qui les mélange produirait une lecture trompeuse.

UN PROTOCOLE PAR INDICATEUR

Pour comparer des réseaux, STEAZ devra conserver les mêmes périodes de mesure, les définitions des interruptions, les pertes et le périmètre géographique. Les investissements annoncés pourront être comparés à la capacité réellement ajoutée, mais seulement après la mise en service. Les montants exprimés dans différentes monnaies devront être accompagnés de règles de conversion explicites.

LE CLASSEMENT À CONSTRUIRE

Faute de données harmonisées au stade initial, l'INDEX doit publier ses critères avant de publier des rangs. Les informations manquantes seront signalées comme telles. Le lecteur saura ainsi distinguer l'ambition d'une politique énergétique de ses résultats mesurables.

INSIGHT / LE CAHIER STRATÉGIQUE

LES MINÉRAUX NE SONT PAS UNE STRATÉGIE INDUSTRIELLE EN EUX-MÊMES

14 Md $

Portefeuille d'engagements DFC en Afrique supérieur à ce niveau selon Reuters ; pas un montant décaissé.

REPÈRE • situation documentée au 9 octobre 2026

L'INTÉRÊT GÉOPOLITIQUE

La compétition autour des minéraux critiques attire du capital et des partenariats. Les États investisseurs cherchent à sécuriser des approvisionnements ; les pays producteurs souhaitent davantage d'emplois, de valeur ajoutée et de recettes. Les objectifs peuvent converger mais ne sont pas spontanément identiques.

DE LA MINE À LA CHAÎNE PRODUCTIVE

L'extraction peut créer des revenus sans installer un tissu industriel diversifié. La portée d'un financement dépend du contenu des contrats : transformation locale, compétences transférées, fournisseurs nationaux, exigences environnementales, réseau logistique et fiscalité. Il faut distinguer l'ouverture d'un site, sa montée en régime et la valeur effectivement retenue.

LA NATURE DU CAPITAL COMPTE

Une prise de participation expose l'investisseur aux bénéfices et aux pertes de l'activité, tandis qu'un prêt crée une dette à servir. La DFC a indiqué vouloir renforcer son activité en fonds propres, mais son portefeuille d'engagements ne peut être assimilé à des décaissements. Les dates et les instruments financiers de chaque opération doivent rester identifiables.

HYPOTHÈSE ET PROCHAINE PREUVE

L'investissement extérieur peut devenir un levier de transformation lorsque des engagements de contenu local sont exécutés et mesurés. À vérifier : capitaux tirés, unités de transformation opérationnelles, part des achats locaux, emplois qualifiés et transferts technologiques documentés.

Sources : Reuters, 9 octobre 2026.

CONDITIONS À NÉGOCIER

Transformation locale

Emplois qualifiés et formation

Achats aux fournisseurs nationaux

Fiscalité et revenus publics

Normes environnementales

Équipements réellement opérationnels

Effet à mesurer : préciser les procédés installés, leur fonctionnement réel et les volumes effectivement transformés sur le territoire.

La présence de minerais critiques ne crée pas automatiquement une filière industrielle complète. Elle doit être reliée à une énergie compétitive, à des compétences techniques, à des infrastructures et à des clients. Des investissements étrangers peuvent soutenir certaines étapes sans transférer sur place toutes les activités à forte valeur ajoutée.

NÉGOCIER LES EFFETS MESURABLES

Les contrats devraient rendre identifiables les engagements de formation, les achats locaux, la transformation sur place et la gestion environnementale. Ces éléments ont un calendrier et des coûts ; ils doivent être évalués plutôt que seulement annoncés. Le nombre d'emplois promis ne doit pas être confondu avec les emplois qualifiés effectivement créés.

LES RISQUES D'UNE DÉPENDANCE RENOUVELÉE

Un projet concentré sur une matière première et un seul acheteur peut rester vulnérable aux prix et aux changements technologiques. La diversification industrielle est donc un processus plus large que l'ouverture d'une mine. STEAZ suivra la capacité productive installée, son usage et les retombées attestées.

INSIGHT / LE CAHIER STRATÉGIQUE

LE CAPITAL NE FINANCE PAS LE BESOIN : IL FINANCE UN PROJET ÉVALUABLE

LE MÉCANISME

Données fiables + gouvernance + flux prévisibles + risques identifiés → dossier finançable.

REPÈRE • situation documentée au 9 octobre 2026

BESOIN ET INVESTISSEMENT : DEUX NOTIONS DIFFÉRENTES

Une pénurie d'électricité ou un déficit d'infrastructures peut être incontestable sans qu'un projet précis soit déjà finançable. Le financeur doit identifier la maîtrise d'ouvrage, les recettes attendues, les dépenses d'exploitation, les garanties, les étapes techniques et les responsabilités contractuelles.

COMMENT NAÎT LA CONFIANCE

Une étude de faisabilité décrit la demande, le coût complet et les conditions d'exploitation. Des données fiables permettent ensuite de tester les scénarios plutôt que d'aligner des projections optimistes. Le contrat répartit les risques de construction, de change, de paiement et de maintenance ; la gouvernance définit qui répond en cas d'écart.

LE CAPITAL PRIVÉ NE REMPLACE PAS L'ACTION PUBLIQUE

Les garanties et les institutions de développement peuvent absorber une partie du risque et faciliter l'entrée d'investisseurs privés. Elles ne compensent pas durablement l'absence de tarifs viables, de règlement des factures ou de données sincères. Une garantie mal conçue peut simplement déplacer le coût du risque vers le contribuable.

CE QU'IL FAUDRA MESURER

Le succès ne s'arrête ni à la signature ni au décaissement. Le suivi doit aller jusqu'à la livraison, au fonctionnement, aux coûts récurrents et aux résultats observés. STEAZ relie ici la sélection du capital à la capacité productive, au lieu de confondre le financement d'un projet et sa réussite.

Sources : Lecture transversale STEAZ, 9 octobre 2026 ; Reuters et Financial Times.

L'ÉPREUVE DU PROJET

Demande démontrée

Flux économiques crédibles

Contrats et risques répartis

Conditions de financement

Réalisation et livraison

Résultats audités dans le temps

UNE EXIGENCE DE PREUVES AVANT LE CRÉDIT

REPÈRE DE MÉTHODE

APRÈS LA SIGNATURE : suivre les décaissements, les travaux, la mise en service et les coûts récurrents ; ne pas présenter ces étapes comme équivalentes.

La première étape est de définir qui paiera le service, à quel prix, et sous quelles règles. Une infrastructure socialement utile peut nécessiter un soutien public ; il faut alors préciser sa source et sa durée. Le contrat répartit les risques de construction, de demande, de change et d'exploitation. Une répartition floue renchérit généralement la décision du financeur.

DE LA MODÉLISATION À L'EXPLOITATION

Les études préalables documentent un scénario ; elles ne garantissent pas que la demande ni les coûts suivront exactement la prévision. Pour cette raison, la transparence des hypothèses et la robustesse des contrats comptent autant que le montant levé. Après la livraison, les données d'exploitation permettront de vérifier les écarts et d'expliquer les mesures correctives.

LA DISCIPLINE DU RÉSULTAT

La signature, le décaissement et la livraison resteront des jalons distincts. Une garantie peut ouvrir un financement sans créer à elle seule de rentabilité. L'évaluation finale devra donc porter aussi sur le service rendu, la qualité de l'entretien et les charges effectivement supportées par les usagers ou la collectivité.

WATCH / LE CAHIER STRATÉGIQUE

CACAO ET CAFÉ : DU PROJET DE GUICHET AUX FINANCEMENTS EFFECTIFS

DISCUSSION

Statut initial au 9 octobre : mécanisme étudié, enveloppe et conditions non confirmées.

REPÈRE • situation documentée au 9 octobre 2026

LE POINT DE DÉPART

Le ministre camerounais du Commerce et le directeur général du Common Fund for Commodities ont évoqué un guichet consacré aux projets prioritaires des filières cacao et café. Une contribution volontaire initiale du Cameroun pourrait ouvrir l'accès à des moyens complémentaires. Le dispositif n'est pas annoncé comme opérationnel.

LA CHAÎNE À DOCUMENTER

L'étape politique doit être suivie d'un accord formel, de la définition du montant, de la gouvernance, des critères d'éligibilité, du coût du crédit et des garanties. Ensuite seulement pourront venir les appels à projets, les sélections, les contrats, les décaissements et les résultats. Aucune de ces étapes ne peut être présumée.

CE QUI FERAIT LA DIFFÉRENCE

Un financement utile devrait correspondre aux cycles agricoles et aux besoins des producteurs : collecte, stockage, qualité, certification et transformation. Le gain ne se mesure pas simplement au montant distribué mais à la valeur ajoutée retenue, aux revenus des exploitants et à la résilience des entreprises de la filière.

Un document officiel précisant l'enveloppe, le financement éventuel du Cameroun, le gestionnaire, les conditions et le calendrier. STEAZ conservera la date du 8 octobre comme point zéro et évitera de présenter des discussions comme un fonds déjà créé.

Sources : Business in Cameroon, 9 octobre 2026 ; échanges du 8 octobre.

JALONS DU GUICHET

1. Discussions initiales

2. Accord à officialiser

3. Enveloppe à préciser

4. Conditions et sélection

5. Financements à décaisser

6. Revenus et transformations à mesurer

LE GUICHET DOIT DÉFINIR SON PUBLIC

Un mécanisme destiné aux filières cacao et café doit distinguer les coopératives, les unités de transformation, les exportateurs et les petites entreprises de service. Leurs besoins de fonds de roulement, d'équipements et de garanties sont différents. L'accès au crédit peut rester limité si les critères sont conçus uniquement pour les opérateurs les plus solides.

L'ÉPREUVE DES PREMIÈRES DÉCISIONS

L'accord éventuel devra identifier le gestionnaire, les ressources mobilisées, les procédures de sélection et les obligations de transparence. Le premier appel à projets, puis les premiers financements accordés, apporteront davantage de preuves qu'une déclaration de principe. Les décaissements devront être séparés des plafonds autorisés.

DE L'ARGENT AU REVENU PRODUCTIF

Les dossiers retenus seront suivis jusqu'à la mise en service des équipements et à l'effet sur la qualité, les volumes transformés et les revenus des producteurs. Les variations de prix mondiaux peuvent influencer ces résultats ; elles devront être distinguées de l'effet du guichet lui-même. Une bonne évaluation évite d'attribuer au financement des changements dus à la conjoncture.

À RETENIR

IMPACT ATTENDU : mesurer les équipements livrés, les quantités transformées et les revenus, en tenant compte des fluctuations des cours internationaux.

steaz TV info

L'info qui éclaire l'avenir



DES IDÉES.
DES EXPERTS.
DES IMAGES.
DES SOLUTIONS.

L'actualité africaine expliquée, analysée et mise en perspective.

Un média du groupe STEAZ

SMG
STEAZ MEDIA GROUP

www.steaz.info